

ARRÊTÉ DU MAIRE
N°ST379RT2024

Prolongation de pose d'échafaudage de l'arrêté ST357RT2024

Objet : pose d'un échafaudage

44 rue de la Giraudière

Du 22 novembre au 26 novembre 2024 (Arrêté temporaire)

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Vu l'arrêté du 12 juin 2023 N°PM024RP2023, concernant le stationnement réglementé à Brignais,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 29 novembre 2023, fixant le tarif des redevances d'occupation du domaine public à compter du 1^{er} janvier 2024,

Vu la Déclaration Préalable N°069 027 2400118, du 17 mai 2024,

Vu l'arrêté municipal N°ST357RT2024 portant sur la pose d'un échafaudage du 6 au 22 novembre 2024

Vu la demande formulée par l'entreprise MCC bâtiment, le 21 novembre 2024,

Considérant qu'en raison de travaux nécessitant la pose d'un échafaudage au 44 rue de la Giraudière par l'entreprise MCC Bâtiment, une partie du trottoir est neutralisé, il convient de réglementer l'occupation du domaine public,

- ARRÊTE -

Article 1 : autorisation

L'entreprise MCC Batiment est autorisée à occuper temporairement le domaine public sans ancrage, pour la pose d'un échafaudage devant le 44, rue de la Giraudière

Article 2 : prescriptions techniques

Le riverain doit respecter les dispositions particulières suivantes :

- **Surface occupée : 12 m x 1 m pour l'échafaudage**
- **Trottoir partiellement neutralisé au droit du 44 rue du général de Gaulle avec mise en place d'un dévoiement piéton**
- Le matériel de chantier est balisé et l'emprise du chantier sur la voie publique doit être la moins importante possible.
- Il est interdit de fabriquer directement sur la chaussée ou ses dépendances les mortiers, bétons ou autres. Protection obligatoire du trottoir.
- Toute dégradation qui pourrait être causée par l'occupation du domaine public sera à la charge du demandeur ; celui-ci devra veiller à l'entretien de son matériel. Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement

Article 3 : période

Cette autorisation est valable du 22 au 26 novembre 2024. Elle pourra être prolongée en cas de nécessité par arrêté du Maire.

Article 4 : signalisation

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise.

L'entreprise s'engage à ne pas perturber la circulation des usagers hors des périodes de travaux effectives (la nuit, le week-end et les jours fériés).

Article 5 : redevance

L'autorisation délivrée par l'administration publique implique de la part du permissionnaire le paiement de la redevance relative à l'occupation du domaine public, soit pour le cas présent un montant de :

- Tarif : 3.40 € X 12 m2 x 1 semaine (échafaudage)
- TOTAL = 40.80€

Article 6 : information réglementaire

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : utilisation des bornes de puisage

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compteur, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

Article 8 : recours

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 : ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté et au SDMIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

Fait à Brignais, le 21 novembre 2024

**Le Maire,
Serge BÉRARD**

Mise en ligne le : **22 NOV. 2024**

**Jean-Phillipe GILLET
Adjoint en charge de la mobilité
et de la transition écologique**

